

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 4

■ Rapport

Olivia Dufour

La Cnil au défi du RGPD

CHRONIQUE

Page 6

■ Obligations / Contrats

Valerio Forti, Éric Savaux
et Lionel Andreu

Chronique de régime général des obligations

(Mars 2017-Août 2017)

CULTURE

Page 22

■ Les saveurs du palais

Laurence de Vivienne

Sapori Siciliani

Page 23

■ Bibliophilie

Bertrand Galimard Flavigny

Le vol de l'autoursier

ACTUALITÉ

Rapport



La Cnil au défi du RGPD ^{135y3}

Olivia DUFOUR

La Cnil a présenté son rapport annuel d'activité à la presse le 10 avril dernier. Alors qu'elle a fêté en janvier son 40^e anniversaire, la Commission a franchi pour la première fois le seuil des 8 000 plaintes annuelles. Depuis plusieurs mois elle se mobilise afin de faciliter la mise en place du règlement général sur la protection des données (RGPD) le 25 mai prochain.

Pour la Cnil, les années se suivent et se ressemblent en termes de croissance d'activité. En 2017, elle a reçu 8 360 plaintes, ce qui représente une augmentation de 44 % en trois ans. Cette explosion est une mauvaise nouvelle pour la Commission qui doit encaisser le choc de ce surcroît d'activité, mais elle signifie aussi, et c'est l'aspect positif, une sensibilisation croissante des personnes à l'égard de l'utilisation de leurs données. La part la plus importante des plaintes (27 %) concerne la diffusion des données personnelles sur internet. Les personnes qui saisissent la Cnil ont souvent réclamé en vain la modification ou la suppression de données sur internet et s'adressent à la Commission pour trouver de l'aide. La Cnil souligne qu'elle a reçu en particulier 335 demandes de déréférencement à la suite de refus de la part des moteurs de recherche et a obtenu — quand elle a jugé légitime d'intervenir —, satisfaction dans 75 % des cas. Le deuxième motif de plaintes (25 %) concerne la prospection commerciale par mail, courrier ou téléphone. Autre domaine qui suscite un flux important de dossiers, les ressources

humaines (16 %). Les salariés se plaignent d'abus en matière de vidéosurveillance, géolocalisation ou encore refus de communication du dossier professionnel... La banque et le crédit représentent 12 % des plaintes, cela vise notamment l'absence de levée d'inscription au fichier des incidents de remboursement. Enfin, il faut signaler le secteur de la santé et du social (8 %) pour des difficultés par exemple d'accès au dossier médical ou social. Parmi les tendances émergentes qui devraient monter en puissance : les objets connectés, la vidéoprotection, la messagerie professionnelle des salariés, ou encore le dispositif de lecture automatisée de plaque d'immatriculation...

■ Une amende de 150 000 euros infligée à Facebook

Au titre de son activité répressive, en 2017, la Cnil a mené 341 contrôles qui ont débouché sur 79 mises en demeure et 14 sanctions, dont 9 sanctions pécuniaires et 5 avertissements.

KIOSQUE
Lextenso

Votre revue OFFERTE
sur tous vos écrans

Suite en p. 4

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 34 52 34